

Afrique de l'Est : vers une constitution pour la fédération politique

@rib News, 04/09/2014 - Source Xinhua - La Communauté d'Afrique de l'est (East african community - EAC) est en train d'élaborer une constitution pour la fédération politique proposée, a déclaré jeudi le Secrétaire général adjoint de l'EAC Charles Njoroge. Le responsable a précisé que la constitution sera examinée par les cinq Etats partenaires en novembre.

"Les chefs d'Etats de l'EAC vont tracer la voie à suivre lors de la prochaine réunion", a fait savoir M. Njoroge au cours du troisième débat d'étudiants de l'EAC sur l'intégration régionale. Il a affirmé qu'il y a de la bonne volonté entre tous les pays partenaires, notamment le Kenya, le Burundi, la Tanzanie, le Rwanda et l'Ouganda, sur la mise en place de l'union politique. "Les similitudes culturelles importantes faciliteront la réalisation de plusieurs projets", a noté M. Njoroge. Selon l'EAC, la question de la souveraineté sera le plus grand obstacle à surmonter. "Tous les Etats membres devront convaincre leurs citoyens sur les avantages d'un seul Etat de l'EAC", a-t-il souligné. Le bloc commercial a déjà élaboré un projet de modèle sur la façon dont la fédération politique sera liée à chaque Etat. La fédération est le dernier pilier du processus d'intégration. Le secrétaire général adjoint a déclaré que l'unité politique sera mise en œuvre après l'achèvement de l'Union monétaire. "La mise en œuvre va très probablement se produire après 2022", a-t-il affirmé. Il a noté que les pays partenaires ne se sont pas encore prononcés sur l'opportunité d'adopter un régime de gouvernance parlementaire ou présidentiel. Le secrétaire principal du ministère kenyan auprès de l'EAC John Konchellah a fait valoir qu'une union politique se traduira par une plus grande stabilité pour la région. "Une union politique unique permettra également d'aborder les questions socioculturelles qui affectent la région", a conclu M. Konchellah.